

[Text]

put out just over the summer, I guess it is, to the industry and find out what the reaction is to them. That might be the next step.

Mrs. Killens: I was just about to suggest that perhaps the first meeting we could have constructively would be to agree to have somebody—not the Minister himself at this point, because we need to be together some more, but somebody from the department—who would speak to us on those three subjects you have already begun the work on, to see how these issues have evolved since you last met, and for those of us who are new in the committee, to educate ourselves on it.

To these three items I would like to add the other one I spoke to you about, Madam Chairman, the irradiation problem. I have a lot of letters from Canadians in my office, and I am trying to answer them at this point with a general reply to them. But there is a lot of worry across the nation. I have here the *Hansard* of October 9, page 246, where the Minister of National Health and Welfare, Jake Epp, gave an answer that raised a lot of questions in my mind. Now is not the time to go into detail with it, but any one of you who would be interested to see the answer of the Minister of National Health and Welfare on October 9 on page 246 I think would agree with me that this committee should look into it.

There is a danger that it will be taken out of the description it is now under, to be put into a new description whereby there will not be a necessity to mark the package. That is of some worry to me. It touches the daily life of the people of Canada, and it means you will have no choice; and I think we should have a choice, when we do pick up a bag of potatoes, whether it has gone through the machine because they do not want them sprouting. It will prevent sprouting; but then I should know that it has gone through irradiation.

The Chairman: Yes, this came up a couple of times in the meetings we had in the spring, but we did not really pursue it. Like you, I have had many letters on this topic, and I personally would be very interested in finding out what the situation is.

Mrs. Killens: What would be the procedure to follow? Would it be that the chairman would then request somebody from the department to speak to us on the four subjects? And do we need more than one meeting for that? I feel, Madam Chairman, that we are almost a steering committee today. I know we are on record. But I was wondering, since you will not be here next week, if perhaps we could give the orders to whomever, whether it is the clerk of the committee—

The Chairman: That is right.

Mrs. Killens: —or whoever does it. We could get the machine going and then try to meet in two weeks, rather than meet next week, if we could decide this afternoon while we have five more minutes that this is the way we would like to go.

[Translation]

tions, puisqu'ils sont, les uns et les autres, impliqués afin de discuter les propositions qu'ils ont faites à l'industrie au cours de l'été, si je comprends bien, et d'apprendre quelles ont été les réactions à ces propositions. Ce pourrait être l'étape suivante.

Mme Killens: Je voulais justement faire valoir que nous pourrions travailler d'une façon plus constructive si, à notre première réunion, nous convoquions des fonctionnaires du ministère, non pas le ministre lui-même à ce stade-ci, parce que nous devons arriver à plus de cohésion auparavant, lesquels pourraient faire le point sur les trois sujets à l'étude. Nous pourrions ainsi voir quels ont été les progrès depuis notre dernière réunion. Quant à ceux d'entre nous qui sont nouveaux au Comité, ils pourraient se documenter.

Par ailleurs, madame la présidente, j'aimerais ajouter un sujet aux trois qui ont déjà été mentionnés, le problème de l'irradiation. J'ai reçu beaucoup de lettres de Canadiens à ce sujet. J'essaie d'y répondre pour l'instant de façon générale. Il reste que c'est un sujet qui crée beaucoup d'inquiétude au pays. J'ai ici le *hansard* du 9 octobre, page 246, qui reproduit une réponse du ministre de la Santé nationale et du Bien-être social, M. Jake Epp. C'est une réponse qui soulève beaucoup de points dans mon esprit. Je n'entrerai pas dans le détail ici, mais ceux d'entre vous qui voudront examiner la réponse du ministre de la Santé nationale et du Bien-être social en date du 9 octobre, page 246, conviendront avec moi que le Comité aurait avantage à examiner ce sujet.

La description actuelle risque d'être modifiée de telle sorte qu'il ne sera plus nécessaire d'indiquer sur l'emballage quel procédé a été utilisé. Cela me préoccupe. La vie de tous les jours des Canadiens est concernée. Nous n'avons plus le choix, alors que nous devrions toujours avoir un choix. Lorsque nous achetons un sac de pommes de terre, par exemple, nous devrions savoir si les pommes de terre ont été traitées par une machine afin de les empêcher de germer. J'ai le droit de savoir si l'irradiation a été utilisée pour empêcher la germination.

La présidente: C'est un sujet qui a été abordé à quelques reprises au cours de nos réunions au printemps, mais nous ne nous y sommes pas arrêtés. Comme vous, j'ai reçu beaucoup de lettres à ce sujet, et je serais personnellement très intéressée d'en savoir plus.

Mme Killens: Quelle serait la bonne façon de procéder? Serait-ce à la présidente de demander à des fonctionnaires du ministère de nous parler de ces quatre sujets? Aurions-nous besoin de plus d'une réunion? C'est comme si nous étions en sous-comité directeur aujourd'hui. Je sais que nos propos sont consignés au compte rendu, mais je me demande puisque vous ne serez pas là la semaine prochaine, madame la présidente, si nous ne devrions pas le demander à quelqu'un, peut-être au greffier du Comité...

La présidente: Oui.

Mme Killens: ... ou quelqu'un d'autre. Nous pourrions démarrer puis nous réunir dans deux semaines plutôt que la semaine prochaine, si nous nous mettons d'accord, cet après-midi, dans les cinq minutes qui nous restent, sur la marche à suivre.